

20201209 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/28989/a-bordeaux-des-migrants-sans-acces-a-des-sanitaires-reduits-a-boire-l-eau-du-lac>

[Actualités](#)



Une tente plantée à Bordeaux-Lac. Crédit : Collectif Bienvenue

A Bordeaux, des migrants sans accès à des sanitaires, réduits à boire l'eau du lac

Par [Anne-Diandra Louarn](#) Publié le : 09/12/2020

Quelque 1 500 personnes, selon les ONG, vivent actuellement dans des bidonvilles de fortune de la métropole bordelaise. Au moins une centaine d'entre eux, dont des familles avec enfants, dorment dans des tentes autour de Bordeaux-Lac, un quartier du nord de la ville, avec quasiment aucun accès à l'eau potable ou à des sanitaires.

Les élus de la ville de [Bordeaux](#) ont été accueillis avec d'étranges cadeaux de Noël en amont du Conseil municipal du mardi 8 décembre : une bouteille remplie avec l'eau du lac de la ville. Avec cette action symbolique, un groupement d'associations et de collectifs entend "sensibiliser sur les conditions inhumaines dans lesquelles vivent plus de 100 personnes, majoritairement migrantes, disséminées autour de Bordeaux-Lac", explique à InfoMigrants Bernie, une militante du collectif Bienvenue.

Alors que les mois estivaux ont déjà été rudes en pleine crise sanitaire, la situation semble stagner ce qui inquiète particulièrement les associatifs à l'approche de l'hiver. "Des vies sont en danger !", s'insurge Bernie. "Ces personnes boivent, se lavent, préparent à manger avec l'eau du lac car ils n'ont pas d'accès à l'eau potable. Un vrai scandale sanitaire dénoncé depuis des mois par diverses associations et ONG. Rien n'a été fait malgré [un diagnostic complet](#) réalisé cet été par Action contre la faim (ACF) et des propositions concrètes formulées".



Les bouteilles d'eau du lac "offertes" par les associatifs aux élus municipaux de Bordeaux, le 8 décembre 2020.
Crédit : Collectif Bienvenue

Selon l'enquête d'ACF, plusieurs enfants comptent parmi les sans-abri éparpillés autour du lac. Contrairement au campement constitué, l'année dernière à la même époque, de plusieurs dizaines de familles syriennes au niveau de la plage du lac, cette fois-ci les tentes ont été dispersées afin d'éviter une évacuation de masse comme à l'hiver dernier. Résultat : la plupart des migrants sans-abri sont éloignés du seul point d'eau potable et des toilettes ouvertes à des horaires restreints. À l'issue de son diagnostic, Action contre la faim a notamment recommandé d'installer des points d'eau supplémentaires, d'améliorer ceux existants (ajout de robinets, réparation de fuites etc.) ou encore d'assurer l'ouverture des toilettes publiques, notamment celle de Bordeaux Plage, 24 heures sur 24.

>> **À (re)lire :** [Squats, bidonvilles : entre 2 500 et 3 000 mal-logés sur la métropole bordelaise "et ça continue d'augmenter"](#)

"Avant c'était surtout des gens de passage. Désormais, on constate que ces sans-abri se sédentarisent, ils sont là pour certains depuis des mois", raconte Bernie. "Ce sont principalement des Sahraouis, des Saoudiens, des Irakiens, des Marocains et des Algériens, certains sans-papiers, d'autres qui ne parviennent tout simplement pas à se loger dans le droit commun. Ils n'ont quasiment pas accès à l'eau et ne peuvent compter que sur deux distributions de nourriture par semaine, les vendredis et mardis soirs".

"Notre volonté de trouver une solution pérenne nous a fait passer à côté de l'urgence en cours"

La municipalité, qui assure être consciente du problème, a indiqué à InfoMigrants qu'elle travaillait à trouver des solutions en lien avec les élus de la métropole bordelaise. "Depuis notre élection (au printemps dernier) nous cherchons des pistes techniques mais ce n'est pas évident. Nous avons par exemple eu le cas de tranchées qu'il fallait creuser sur un terrain commercial ce qui s'est avéré impossible au final. Tout ceci prend du temps, plus que ce que

nous pensions", explique Harmonie Lecerf, adjointe au maire chargée de l'accès aux droits et des solidarités, au sortir du Conseil municipal.

"Nous ne sommes pas très fiers de nous faire remonter les bretelles par les associations qui nous montrent que des gens boivent actuellement l'eau du lac. Notre volonté de trouver une solution pérenne nous a fait passer à côté de l'urgence en cours", reconnaît-elle, ajoutant que la mairie compte distribuer des bouteilles d'eau potable en plastique aux sans-abri du lac face à l'urgence humanitaire, quitte à mettre de côté pour un temps leurs convictions écologiques.

De son côté, Bordeaux Métropole, en charge de toutes les questions liées à l'eau potable, a mandaté une nouvelle association, Solidarités internationales, afin de réaliser un nouveau diagnostic. Des ingénieurs doivent ainsi être dépêchés sur place dès jeudi pour 10 jours à l'issue desquels des solutions pour un système de distribution d'eau doivent être proposées. "Le problème, c'est le délai entre les propositions qui vont être faites et le financement concret des installations. On sait d'ores et déjà que l'installation de citernes demande une grosse gestion logistique avec d'importantes normes sanitaires notamment. Mais nous avons besoin d'une intervention d'urgence", plaide Aude Saldana-Cazenave, coordinatrice régionale Aquitaine pour Médecins du Monde, jointe par InfoMigrants.

Afin de maintenir la pression sur les pouvoirs publics, les associatifs prévoient une nouvelle action de distribution de bouteilles d'eau du lac auprès, cette fois-ci, des élus de Bordeaux Métropole lors du Conseil métropolitain du 18 décembre prochain. En attendant, les ONG estiment qu'au moins 1 500 personnes continuent de vivre dans des bidonvilles au sein de la métropole bordelaise, dont un grand nombre ayant des droits ou étant même des citoyens européens qui travaillent mais ne parviennent pas à se loger.

En parallèle, les menaces d'évacuation des nombreux squats de la région demeurent très présentes. En octobre, peu avant le second confinement, une vague d'expulsions a ainsi eu lieu sans quasiment aucune proposition de relogement pérenne de la part de la préfecture.

Contactées par InfoMigrants, la préfecture et la Métropole n'ont pas, pour l'heure, donné suite à nos sollicitations.